

Atelier de réflexion et de débat autour des grands enjeux du monde contemporain

Année scolaire 2022-2023

Les inégalités sociales

Sont-elles légitimes ? Faut-il avoir un certain degré d'utilité à la société pour avoir droit à une vie décente ? Et que serait cette utilité sociale ? On peut distinguer différentes catégories d'utilité (médicale, culturelle, etc.). On peut considérer que, dès lors que l'on s'inscrit dans un cercle d'échanges, dès lors que l'on rend un service bénéficiant à d'autres qu'à soi-même, on présente une certaine utilité. Un élève, au stade où il en est, ne « sert à rien ». Au départ, personne n'est « utile ». On peut établir une hiérarchie à partir des besoins : on a plus besoin de médecins que de footballeurs. Il existe des catégories de gens dont on se passerait sans trop de problème ! S'il s'agit de divertissements, cela remplit une fonction sociale, même si elle n'est pas essentielle. Mais qu'est-ce qui est essentiel ? L'alimentation. Les agriculteurs sont-ils la base de toute société ? Si chacun subvient à ses propres besoins, on peut s'en passer. Nous sommes incapables de vivre seul, mais nous pouvons peut-être vivre en autarcie en relativement petites communautés. Mais quel serait le seuil minimum ? Notre société se base sur des communautés qui ont des échanges (familles, pays, etc.). Il existe des fonctions différentes, certes plus ou moins importantes, mais rien ne justifie que certains soient privés de tout moyen d'existence. Il est légitime qu'il y ait des inégalités de rémunération. Mais peut-on prendre à ceux qui travaillent plus pour satisfaire les besoins de ceux qui travaillent moins ? C'est un système de régulation, mais est-il légitime ? On ne peut se contenter d'une situation où certains ont tout et où d'autres n'ont rien, en tout cas. Il faut peut-être tenir-compte de la difficulté du travail. Mais comment la mesure-t-on ? Les inégalités de salaire ne sont-elles pas les moteurs de l'initiative et du travail ? On peut poser des critères de pénibilité : porter des charges lourdes, tout ce qui altère la santé, tout ce qui menace la vie, tout ce qui exige un gros effort physique (bâtiment, éboueurs, soignants), la perception sociale, intempéries (travaux publics), durée du travail sur l'ensemble de la vie. On peut également identifier une pénibilité psychologique : gardiens de prison, thanatopracteurs, médecin légistes, etc. Peut-être faut-il tenir-compte du caractère plus ou moins choisi de la profession en question (on peut devenir gardien de prison « faute de mieux », après avoir loupé d'autres concours, mais on ne devient pas médecine-légiste

par hasard), même si c'est, une fois encore, difficile à quantifier. Tous les métiers ont leurs avantages et leurs inconvénients. Pour supporter les aspects les plus pénibles de son métier, on peut s'endurcir, mais il faut pour cela en être passé par des phases difficiles. Il y a un impact psychologique fort de certaines professions, par exemple dans le domaine du soin psychiatrique. Si en plus le travail est mal payé... Mais la rémunération doit-elle être le critère de la reconnaissance sociale ? Non, on n'admire pas les gens à proportion de leur rémunération mais de la fonction sociale, tout au moins en principe. Or, un artiste peut remplir une fonction sociale tout à fait importante, qui consiste à offrir un temps d'oubli, de « divertissement », de culture, d'ouverture à un autre monde. Mais où passe la frontière entre divertissement et culture ? La culture dure dans le temps, elle a une dimension symbolique, alors que le divertissement est éphémère. Le divertissement est « pour soi » alors que la culture comporte une dimension de prestige social. La culture a une signification. Serait-il légitime que les métiers de la culture soient mieux rémunérés et reconnus que les métiers du divertissement ? La frontière entre les deux est parfois très ténue. Même du pur divertissement peut avoir une dimension culturelle en ce sens qu'il révèle quelque chose de la société et de l'époque. Il existe des prédispositions sociales à la perpétuation des inégalités : si on est issus d'un milieu social défavorisé, on part avec un handicap. Il y a un déterminisme social. Il y a des gens qui ne peuvent pas se permettre financièrement de faire des études. Mais, soulignent certains, on peut aussi « se donner les moyens ». On peut s'accorder sur l'idée selon laquelle les différences de revenus sont acceptables si elles sont légères. Mais qu'appelle-t-on « légères » ? On peut fixer un ratio comme le fait LFI avec les salaires dans l'entreprise : pas plus de 1 pour 30. Ce ratio peut être durci si le plus pauvre ne parvient pas à gagner sa vie. On peut envisager une réduction progressive des écarts de revenus, car il ne faut pas brutaliser la société. Commençons par là...

La liberté de disposer de son corps

Peut-on estimer que chacun.e est libre de disposer de son corps comme il ou elle l'entend, et que la société, et *a fortiori* l'Etat, n'a strictement pas son mot à dire dans ce domaine ? Ne peut-on penser que tout interdit légal ou moral doit exclusivement porter sur des comportements susceptibles de nuire à autrui ? N'est-il pas infantilisant que l'Etat tienne en permanence un discours hygiéniste, voire moralisant, sur la manière dont nous devons nous comporter en matière

d'alimentation, de sport, de consommation de produits psychotropes, de sexualité, etc. ? On peut estimer que la consommation de stupéfiants, par exemple, relève d'un choix individuel libre. Mais ne risque-t-on pas une addiction à échelle de masse et une épidémie d'overdoses ? Cela existe, avec la crise des opiacés aux USA. On le voit avec le benzodiazépine ou la codéine. L'accès à l'alcool étant tardif, beaucoup de jeunes américains comme par la « lean » (sirop codéiné + soda) avant de boire de l'alcool. On peut élargir aux situations historiques de dépendance à échelle de masse à l'égard de l'opium, du tabac, de l'alcool, des médicaments psychotropes, etc. Un libertarisme total conduirait à un droit général à mettre ce que l'on veut dans son corps, voire à une acceptation généralisée du suicide. Le taux de tentatives de suicide chez les ados a très fortement augmenté depuis le Covid. Faut-il donc appliquer le libertarisme intégral et ne pas accompagner ces jeunes ? Non, il faut des régulations minimales. Il faut un minimum d'éthique, car un suicide est toujours un drame, et l'on peut douter du fait qu'il s'agisse d'un acte véritablement libre. Si on peut l'éviter, on doit le faire. Mais pour certains, le drame est de rester en vie... Le jugement d'une personne suicidaire est altéré par la maladie, excepté dans les cas de suicides politiques (Cf. Ivan « Walkie » Petuin qui s'est suicidé en Russie pour ne pas être enrôlé dans la guerre en Ukraine). Faut-il légaliser tous les commerces actuellement illégaux au nom de la responsabilité du consommateur et de la liberté de choix ? Cela conduirait à laisser des enfants acheter de l'héroïne à la sortie des écoles ! Il faut des limites. La société ne peut pas inciter les gens à s'auto-détruire. On ne peut pas sonner accès à tout à tout le monde. Celui qui se déclare terroriste ne doit tout de même pas avoir un accès libre aux armes... On ne peut pas donner accès à des produits dangereux aux personnes à la santé fragile. Pourtant, il est très difficile de poser des limites claires et définitives : ne sommes-nous pas assez grands pour savoir ce que nous avons à faire ou à ne pas faire ? Il y a une mission d'éducation de la société : si on n'apprend jamais les choses à faire pour être en bonne santé, on ne sera jamais en bonne santé. Mais cette éducation est difficile à faire, et les résultats toujours incertains. On observe une concomitance entre la hausse du prix du tabac et la hausse de la consommation du cannabis (sans causalité avérée pour autant) : ce que l'on gagne d'un côté peut être perdu de l'autre. On ne peut néanmoins prendre le risque d'une ouverture généralisée de l'accès à tous les toxiques, et plus largement à toutes les sources de danger. Le nombre de morts augmenterait mécaniquement, ce qu'une société ne peut tolérer, car sa fonction est notamment de protéger collectivement la vie. L'autorégulation complète est une utopie. Les plus fragiles seraient les premières victimes. Donner beaucoup

plus de « liberté » ne débouche pas nécessairement sur une liberté véritable pour tous. Il n'y a pas de liberté dans la dépendance ou la mort. L'Etat était-il fondé à limiter les droits des citoyens pour pousser à la vaccination contre le Covid ? Pour les soignants récalcitrants, on peut l'entendre, pour aller au restaurant, c'est moins évident. Les effets secondaires du vaccin sont très rares. Il s'agissait de protéger tout le monde, il s'agit d'un problème d'intérêt général. On peut donc jusqu'à un certain point comprendre cette décision.

Ecologie : pourquoi l'urgence écologique est-elle reléguée au second plan ?

Il y a quelque chose de très mystérieux dans le fait que, sur le plan écologique, tous les clignotants soient au rouge, et que parallèlement, sur le fond et à échelle de masse, rien ne se passe. Certains estiment que le réchauffement climatique n'est pas relié aux activités humaines ou en tout cas pas directement. Est-ce une question d'ego, en ce sens que l'homme serait trop vaniteux pour admettre sa responsabilité ? Il existe des phénomènes objectifs comme l'élévation constante des températures moyennes, le recul des glaciers, l'élévation du niveau de la mer, le recul du trait de côte, les tempêtes toujours plus nombreuses et violentes, etc. Pourquoi continue-t-on de penser que la catastrophe n'est-elle pas déjà-là ? Cela nous rassure psychologiquement, mais guère plus. On peut essayer d'agir à son échelle individuelle, mais les produits « écolos » sont plus chers et pas accessibles à tous (voitures électriques, produits bios etc.). On a le sentiment que notre impact est minime par rapport aux gros pollueurs, et cela est décourageant, notamment pour les pauvres ayant des soucis financiers. Si on fait tous un effort, il y aura un impact mais loin d'être aussi grand que les efforts des grosses compagnies. On doit faire ce qui est à notre portée mais on ne pourra jamais faire tous les efforts demandés. Les plus gros pollueurs (en émission de CO2) en valeur absolue sont les pays ayant les populations le plus nombreuses et le plus haut niveau d'industrialisation (USA, Chine, Inde...), mais si on compte par habitant, on retrouve en tête les monarchies pétrolières (Qatar, Koweït, Arabie Saoudite). Il y a des choix économiques, et même des changements de mode de vie à opérer pour rompre avec notre dépendance au pétrole. On peut s'étonner que le vote en faveur des partis écologistes soit si faible. Les gens ne votent pas pour les partis écologiques car les riches privilégient les partis capitaliste et les pauvres parce qu'ils votent des partis qui d'après eux se concentrent sur leur situation personnelle immédiate. Doit-on gravir sans réfléchir la pyramide de Maslow ou doit-on s'interroger davantage sur la réalité

de nos besoins ? L'urgence écologique est reléguée au second plan car il faudrait s'éloigner du système capitaliste et cela fait peur aux gens, les riches manipulent l'opinion politique notamment via des empires médiatiques. Est-ce qu'on est pas tous accro à ce que le capitalisme nous offre ? Peut-on se sevrer du capitalisme et si oui comment ? Le principal problème des gens qui souhaitent vivre de façon plus écologiquement soutenable est le peu de solutions alternatives accessibles pour satisfaire leurs besoins. Nous sommes un peu comme piégés par le système économique.

Comment définir la santé mentale ?

La « bonne » santé mentale est la capacité à s'épanouir personnellement, et un état psychique qui ne se met pas en travers d'une bonne interaction avec le monde extérieur. Comment ça pourrait « se mettre en travers » ? Il faudrait plutôt le penser comme un épanouissement personnel en interaction avec le monde extérieur. Se sentir bien tout en étant replié sur son monde intérieur n'est pas bon signe, tout comme on peut être en interaction apparemment épanouie avec son environnement social et aller très mal. Ne serait-ce pas le monde extérieur qui fasse que nous n'allions pas bien mentalement ? Le concept de « bonne santé mentale » ne serait-il pas vouloir « rentrer dans une norme » ? Comment sait-on si nous sommes épanouie.s ou non ? La capacité de la personne à supporter la solitude peut être un indicateur. Le standard de la santé mentale semble différent d'une personne à une autre, mais un standard qui changerait ne serait plus un standard. Est-ce que nous ne pourrions pas utiliser le principe des réglottes comme dans les hôpitaux, servant à définir son niveau de douleur sur une échelle personnelle étalonnée sur la plus grande douleur que l'on ait jamais ressentie, pour définir notre santé mentale ? Y'a-t-il une norme de la santé mentale ? Comment sait-on quand on va bien ou pas ? Il peut y avoir des critères quantifiables : quand on a des difficultés pour se lever le matin de façon récurrente et de manière intensive, quand on perd l'intérêt de faire des choses que nous aimons comme voir ses ami.e.s (la solitude peut être un indicateur à double face), avoir des pensées sombres (pensées suicidaires, etc.). Comment sait-on si nos pensées sont rationnelles ou pas ? Est-on capable de faire une auto-évaluation de notre santé mentale ? Ça dépend de notre niveau de conscience de notre santé mentale. Un indicateur de la maladie serait un mal psychique et/ou physique. Quel serait le pendant psychique de la douleur physique ? L'absence de maladie physique induit le plus souvent l'absence de

douleur physique, même s'il peut exister des maladies silencieuses. « La santé, c'est la vie dans le silence des organes », dit le chirurgien René Leriche en 1936. Est-ce que la santé mentale ne serait pas, sur le même modèle, un état de neutralité plutôt qu'un état d'exaltation permanente ? L'absence d'émotions négatives peut aussi être un symptôme. Est-ce qu'on peut être en mauvaise santé mentale sans en souffrir ? Un des symptômes peut être de se réfugier dans un monde imaginaire qu'on a créé de toutes pièces. Il faudrait faire la distinction entre réel et irréel. Pourquoi un enfant qui a un.e ami.e imaginaire est considéré comme normal alors qu'un adulte qui a un.e ami.e imaginaire serait anormal ? Est-ce qu'il faut être heureux.se en permanence pour être en bonne mentale ?

La santé mentale est ou serait déterminée par une norme sociale. Quelle est la norme de la santé mentale ? Quels sont les critères sociaux d'une bonne santé mentale ? La société attend des choses, mais quoi ? Il faut avoir un certain comportement, comme ne pas pleurer dans la rue mais pleurer à un enterrement, être actif, impliqué dans son travail, correspondre aux standards sociaux, etc. Même si le terrain génétique peut jouer un rôle, il y'a toujours une part d'acquis dans un problème psychologique. Les addiction, quelles qu'elles soient, sont également un indicateur. Est-ce qu'il peut y avoir des addictions « inoffensives » ? Oui, dès lors qu'elles deviennent un obstacle dans la vie quotidienne, par exemple. Ne devrions-nous pas être rentables aux yeux de la société pour être considéré.e.s en bonne santé mentale ? Il faudrait « rentrer dans le moule », être formaté.e à être dans un troupeau ? La société réserve des places aux sociopathes. Pour « rentrer dans le moule », il ne faut pas dire ses troubles. Il y'a une pression de rentrer dans la normalité.